



• NATIONS UNIES

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

56225

F0052



Distr.: GENERALE

E/ECA/TRADE/95/7
21 décembre 1995

FRANCAIS
Original : FRANCAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Conférence des ministres africains responsables
du commerce, de la coopération et de
l'intégration régionales ainsi que du tourisme

Comité technique d'experts

Addis-Abeba (Ethiopie)
7-13 février 1996

Conférence des ministres africains responsables
du commerce, de la coopération et de
l'intégration régionales ainsi que du tourisme

Réunion ministérielle

Addis-Abeba (Ethiopie)
14-16 février 1996

LIBERALISATION DES ECHANGES DE PRODUITS LOCAUX:
ETUDE DE CAS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Table des matières

	Page (s)
I. INTRODUCTION	1-3
II. LES PROGRAMMES ET MECANISMES DE LIBERALISATION DES ECHANGES EN AFRIQUE DE L'OUEST	4-11
2.1 Les principaux programmes de libéralisation des échanges intra-sous-régionaux: les règles d'origine déterminant les produits locaux	4-8
2.1.1 Le Programme de libéralisation des échanges de la CEDEAO	4-5
2.1.2 Aperçu sur le régime des échanges de la CEAO	5-6
2.1.3 Le régime des échanges commerciaux de l'UEMOA	7-8
2.2 Les mécanismes de libéralisation des échanges dans le cadre des programmes d'ajustement structurel	8-11
III. ANALYSE DE L'IMPACT DES PROGRAMMES DE LIBERALISATION SUR LE DEVELOPPEMENT DES ECHANGES COMMERCIAUX EN AFRIQUE DE L'OUEST	11-14
3.1 Evolution des échanges de produits locaux	11-13
3.2 Impact de la libéralisation des échanges sur l'autosuffisance et la sécurité alimentaire	13-14
3.3 Impact sur le développement des secteurs productifs et l'emploi	14
IV. LES PROBLEMES LIES A LA MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES SOUS-REGIONAUX DE LIBERALISATION	14-17
4.1 Les problèmes liés à la structure de la production de biens locaux	15
4.2 La dimension tarifaire	15-16
4.3 Les obstacles et entraves non tarifaires	16
4.4 Les obstacles infrastructurels	16

4.5	Les problèmes de financement et de paiement	16-17
4.6	Les problèmes liés à la promotion commerciale	17
V.	MESURES ET MECANISMES DE SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT DES ECHANGES COMMERCIAUX EN AFRIQUE DE L'OUEST	17-20
5.1	Mesures destinées à stimuler la compétitivité des produits locaux	18-19
5.1.1	Un environnement macro-économique stable	18
5.1.2	L'importance de la diversification et de la spécialisation	18
5.1.3	L'accès aux marchés	18-19
5.1.4	La promotion des exportations	19
5.1.5	La promotion des ressources humaines	19
5.2	Renforcement de l'appui des institutions sous-régionales d'intégration aux opérateurs économiques	19-20
5.3	Amélioration des infrastructures physiques sous-régionales	20
5.4	Promotion des investissements et facilitation des systèmes de paiements	20
VI.	CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	20-22
ANNEXES		

I. INTRODUCTION

1. Les pays africains s'accordent généralement à reconnaître le rôle et l'importance de la libéralisation des échanges commerciaux dans le processus d'intégration et de développement économique. Cette reconnaissance s'est manifestée de manière concrète par les décisions prises dans le cadre des groupements sous-régionaux d'intégration, qui prévoient notamment, la réduction progressive et la suppression des barrières commerciales de toute nature, la mise en oeuvre d'une politique commune de promotion des échanges et l'établissement de vastes marchés sous-régionaux devant déboucher sur la création d'un marché commun africain.

2. La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) regroupe l'ensemble des 16 pays de la sous-région et favorise ainsi un renforcement des bases d'intégration déjà jetées par des groupements sous-régionaux tels que la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO) et l'Union du Fleuve Mano. En outre, la création de l'Union économique et monétaire Ouest-africaine (UEMOA) ouvre la voie à des échanges accrus à l'intérieur de la sous-région. On s'attend à ce que la libéralisation progressive des échanges contribue à la transformation des marchés nationaux actuels en un vaste marché Ouest-africain. En Afrique du Nord, des efforts sont en cours pour favoriser l'élargissement de l'Union du Maghreb arabe (UMA). Cette initiative est encouragée par la présence de grands marchés dans les pays voisins comme l'Egypte (avec une population de plus de 55 millions d'habitants), et le Soudan (doté d'abondantes matières premières agricoles) 1/. En Afrique centrale, les chefs d'Etat de l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale (UDEAC) ont élaboré un nouveau Traité pour la création de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC). La nouvelle institution englobera l'UDEAC et l'Union monétaire de l'Afrique centrale (UMAC) 2/. Cependant, le processus d'intégration dans la sous-région pourrait être compromis à cause de la crise financière que traverse la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC). En Afrique de l'Est et en Afrique australe, le Marché Commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA) a pris le relais de la Zone d'échanges préférentiels (ZEP), et la Conférence de coordination pour le développement de l'Afrique australe (SADCC) est devenue la Communauté pour le développement de l'Afrique australe (SADC). La SADC a vu sa position renforcée par l'adhésion de l'Afrique du Sud (en Août 1994), et celle de l'Ile Maurice (en Août 1995); ce qui pourrait constituer un argument de poids dans le cadre des discussions en vue de l'harmonisation et de la rationalisation des deux institutions sous-régionales.

Avec l'entrée en vigueur du Traité instituant la Communauté économique africaine -CEA, on s'attend à ce que ces différents groupements sous-régionaux soient renforcés et qu'il y ait une certaine harmonisation des politiques sectorielles au niveau sous-régional d'abord, et continental ensuite.

1/ CEA (1995), Rapport sur la situation économique et sociale en Afrique.

2/ Ibidem.

3. Ainsi, le cadre institutionnel favorable au développement du commerce intra-africain existe; cependant, la plupart des décisions et résolutions qui ont été prises en vue de promouvoir les échanges et de jeter les bases d'une intégration économique régionale, n'ont pas été suivies d'effet. C'est en tout cas ce que reflète la performance du commerce intra-africain dont la part dans le commerce total du Continent Africain a très peu évolué, passant de 6,9 p. cent en 1990, à 7,4 p. cent en 1992, puis à 8,1 p. cent en 1993 3/.

4. Un certain nombre de facteurs ont été identifiés comme constituant des entraves au développement des échanges commerciaux intra-régionaux. Sur le plan national, l'activité économique est entravée par le manque de productivité du système productif du fait de la quasi-inexistence de relations inter-sectorielles, la faiblesse structurelle de l'investissement et la persistance de déséquilibres intérieurs (déficits budgétaires liés à l'insuffisance des recettes par rapport aux dépenses, déficits des filières d'exportation, etc...). Au niveau régional, l'inadéquation des infrastructures physiques de transport et de communications, la persistance d'obstacles tarifaires et non-tarifaires, les problèmes de paiement et de financement des échanges, et la non-convergence des politiques nationales constituent autant d'obstacles à la promotion du commerce intra-africain. Ces différents éléments, combinés à des facteurs externes tels que la charge excessive du service de la dette extérieure, et la chute continue des cours de la plupart des produits d'exportation des pays africains, ont résulté en une crise d'une gravité sans précédent.

5. Face à une telle situation, et en l'absence de ressources pouvant garantir le redressement à plus long terme, la préoccupation de la plupart des pays a été d'opérer un redressement économique à court terme et de réaliser des ajustements internes; parallèlement, l'élan de développement à long terme s'est pratiquement arrêté. Ce qui explique le peu d'attention qui a été accordé au processus d'intégration économique en général, et à la promotion des échanges intra-régionaux en particulier. Toutefois, dans la plupart des pays africains, les programmes d'ajustement structurel n'ont pas été d'une grande efficacité. En effet, les réformes entreprises n'ont pas toujours permis d'enrayer l'accélération des déséquilibres des finances publiques et la dégradation des conditions internes de production. Avec la libéralisation globale des échanges suite aux accords sur les négociations commerciales multilatérales d'Uruguay, le problème de l'accès aux marchés internationaux des produits africains va se poser avec plus d'acuité. Les pays africains devraient plus que jamais percevoir la nécessité vitale de l'intégration économique régionale basée sur la libéralisation des échanges intra-régionaux, s'ils veulent que leurs intérêts soient pris en compte dans le cadre du nouveau système commercial international.

6. Dans le contexte particulier de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest qui fait l'objet de la présente étude, plusieurs facteurs semblent militer en faveur de la libéralisation des échanges intra-sous-régionaux, notamment: (i) la proximité géographique et l'existence d'une monnaie commune (pour ce qui concerne les pays membres de l'Union économique et monétaire Ouest-

3/ International Monetary Fund (1994), Direction of Trade Statistics.

africaine -UEMOA) ou d'un mécanisme d'harmonisation des politiques monétaires visant l'adoption d'une monnaie commune (dans le cadre de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest -CEDEAO); (ii) le besoin pour les pays de la sous-région de reconnaître l'interdépendance de leurs politiques commerciales et la nécessité d'assurer leur convergence; (iii) le niveau structurellement élevé de l'endettement des pays de la sous-région essentiellement dû à l'accroissement continu de la facture d'importation (de produits alimentaires et des produits manufacturés) alors que les recettes d'exportation ont tendance à baisser; et, (iv) la nécessité pour les pays de la sous-région de s'adapter à la concurrence croissante qui découlera de la mise en oeuvre des Accords d'Uruguay Round, en particulier de la libéralisation globale des échanges, adaptation qui va beaucoup dépendre des progrès de la libéralisation des échanges commerciaux intra-sous-régionaux visant à accroître la compétitivité des économies de la sous-région.

7. La présente étude qui porte sur "la Libéralisation des échanges de produits locaux: étude de cas de l'Afrique de l'Ouest", est réalisée dans le cadre du programme de travail du Secrétariat de la CEA pour le Biennium 1994-95. Elle porte sur les principaux aspects et sur la portée des programmes et mécanismes de libéralisation des échanges commerciaux mis en oeuvre par les pays de l'Afrique de l'Ouest, compte tenu de l'évolution de l'économie mondiale caractérisée par une libéralisation progressive des échanges, une intégration croissante par-delà les frontières, une concurrence croissante et un progrès technologique tout aussi rapide.

8. Dans cette optique, l'étude procédera tout d'abord d'une analyse des différents programmes et mécanismes de libéralisation des échanges en Afrique de l'Ouest: les questions ayant trait aux dispositions institutionnelles et aux règles d'origine régissant les échanges intra-sous-régionaux seront abordées; en outre, il sera question d'appréhender la portée des mécanismes de libéralisation dans le cadre particulier des programmes d'ajustement structurel. Ces différents aspects feront l'objet du deuxième chapitre. Le troisième chapitre de l'étude sera consacré à une analyse de l'impact de la libéralisation sur le développement des échanges commerciaux en Afrique de l'Ouest, notamment, sur l'évolution des échanges de produits locaux, les effets induits sur l'autosuffisance et la sécurité alimentaire, et sur le développement des secteurs productifs et l'emploi. Les problèmes qui s'opposent à la mise en oeuvre des programmes de libéralisation des échanges intra-sous-régionaux seront abordés dans le cadre du quatrième chapitre. Enfin, compte tenu des perspectives de libéralisation accrue des échanges internationaux d'une part, et des chances limitées des pays africains à pouvoir s'adapter au nouveau cadre commercial international, à cause de l'étroitesse des marchés nationaux et de l'absence de compétitivité des produits africains, différents mécanismes et mesures de soutien à la promotion et au développement des échanges commerciaux intra-sous-régionaux seront proposés dans le cadre du cinquième chapitre de l'étude.

II. LES PROGRAMMES ET MECANISMES DE LIBERALISATION DES ECHANGES EN AFRIQUE DE L'OUEST

2.1 Les principaux programmes de libéralisation des échanges intra-sous-régionaux: les règles d'origine déterminant les produits locaux

2.1.1 Le programme de libéralisation des échanges de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest -CEDEAO 4/

9. Le Traité de la CEDEAO prévoit notamment, la réduction graduelle jusqu'à élimination totale des droits de douanes et taxes d'effet équivalent, le démantèlement des barrières non-tarifaires, et la mise en place d'un tarif extérieur commun; en d'autres termes, l'établissement d'une union douanière entre les Etats membres de la Communauté. Il avait été convenu que la première étape vers la mise en place de l'union douanière serait la création d'une zone de libre échange, d'où le lancement du programme de libéralisation des échanges le 1er janvier 1990.

10. Selon le schéma de libéralisation, les produits du crû et les produits de l'artisanat traditionnel bénéficient, lorsqu'ils sont importés d'un Etat membre, d'une exonération totale des droits de douane et taxes d'entrée, d'une libre circulation sans aucune restriction quantitative, et d'une absence de compensation pour perte de recette du fait de leur importation. Par contre, pour ce qui concerne les produits industriels originaires des Etats membres et agréés au bénéfice des avantages du schéma de libéralisation, il est prévu: (i) une réduction progressive jusqu'à élimination totale, au cours d'une période de dix (10) ans, à partir du 1er Janvier 1990, des droits de douane et taxes d'effet équivalent perçus à l'importation sur ces produits (l'élimination totale des droits et taxes d'entrée s'effectue comme indiqué dans le tableau 2 de l'annexe); et, (ii) une suppression totale depuis le 1er janvier 1990 des barrières non-tarifaires et autres entraves administratives aux échanges. Les pertes de recettes subies par les Etats membres du fait de la libéralisation du commerce intra-CEDEAO des produits industriels agréés font l'objet d'une compensation selon les procédures arrêtées par les instances de décision de la Communauté.

4/ LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST - CEDEAO, a été créée par le Traité de Lagos du 28 mai 1975. Elle regroupe les 16 pays de la sous-région, nommément, le Bénin, le Burkina Faso, le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée Bissau, le Libéria, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigéria, le Sénégal, la Sierra Léone et le Togo. Le traité de la CEDEAO a fait l'objet d'une révision adoptée en 1993 et en cours de ratification.

Les règles d'origine:

11. Les règles d'origine précisent les conditions auxquelles un produit donné doit satisfaire pour bénéficier d'un régime commercial préférentiel. Dans le cadre de la CEDEAO, les produits du crû et les produits de l'artisanat traditionnel doivent remplir les conditions d'origine suivantes: (i) être originaires d'un des Etats membres de la CEDEAO; (ii) être repris sur la liste des produits (du crû ou de l'artisanat traditionnel, selon le cas) annexée à la décision portant leur libéralisation; (iii) être accompagné d'un certificat d'origine ou d'une déclaration d'exportation CEDEAO; et, (iv) respecter les formalités internes de douane dans les pays d'importation.

12. Pour ce qui concerne les produits industriels, les règles d'origine s'établissent comme suit: (i) le produit doit être obtenu, soit à partir de matières premières communautaires dont la valeur est égale ou supérieure à 40 p. cent du coût total des matières mises en oeuvre ou dont la quantité est égale ou supérieure à 60 p. cent de l'ensemble des matières premières utilisées, soit à partir de matières d'origine étrangère ou indéterminée dont la valeur CAF ne dépasse pas 60 p. cent du coût total des matières mises en oeuvre ou dont la quantité est égale ou inférieure à 40 p. cent de l'ensemble des matières premières mises en oeuvre dans le processus de fabrication; (ii) le produit doit avoir obtenu dans son processus de fabrication une valeur ajoutée au moins égale à 35 p. cent du prix de revient ex-usine hors taxes; enfin, (iii) les entreprises fabriquant ce produit doivent atteindre un niveau de participation des nationaux au capital social égale à 25 p. cent au moins.

13. Les Etats membres ont accepté l'harmonisation des instruments de douane et de statistiques qui forment une nomenclature commune des douanes et des statistiques pour la CEDEAO, une déclaration de douane et un certificat d'origine pour les produits du crû et les produits de l'artisanat traditionnel et enfin, un certificat d'origine pour les produits industriels. La question de la mise en place du tarif extérieur commun est encore à l'étude.

2.1.2 Aperçu sur le régime des échanges de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest -CEAO 5/

14. La particularité du régime des échanges de la CEAO tenait au fait qu'il était en rupture avec les unions douanières classiques comme l'Union douanière des Etats de Afrique de l'Ouest

5/ LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST -CEAO avait été instituée le 17 avril 1973, regroupant 7 Etats membres, nommément, le Bénin, le Burkina Faso, la Côte D'Ivoire, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Sénégal. La CEAO n'existe plus depuis mars 1994. L'analyse ci-dessus n'a donc qu'un intérêt d'ordre historique.

-UDEAO 6/. Les Etats membres sont parvenus à établir une zone d'échanges organisée visant la réalisation d'un territoire économique et douanier unifié. La réalisation de cette zone d'échanges organisée a été rendue possible grâce à l'institution du régime préférentiel de la Taxe de coopération régionale -T.C.R. Ce régime tarifaire préférentiel était applicable à l'importation dans les Etats membres, aux produits industriels fabriqués dans la Communauté et ayant satisfait à certaines conditions particulières d'origine leur conférant la qualité de "produits originaires agréés". Cette T.C.R. s'était substituée à l'ensemble des droits et taxes d'entrée normalement applicables à l'importation dans les Etats membres, à l'exclusion des taxes intérieures du type TVA, TCA, ou taxes sur les consommations, qui frappent également et aux même taux, les produits de l'espèce, que ceux-ci soient produits localement ou importés. Parallèlement, un Fonds communautaire de développement (F.C.D.) avait été créé dont l'objet était, d'une part de verser des compensations financières aux Etats membres ayant subi des moins-values budgétaires du fait de l'application du régime de la T.C.R., et d'autre part, de fournir des moyens d'intervention dans l'intérêt d'un meilleur équilibre économique de la zone.

Le système T.C.R. était doublé d'un mécanisme de compensation par le biais du Fonds communautaire de développement.

15. Le régime des échanges ainsi établi a bien fonctionné, entraînant une évolution rapide des échanges intra-communautaires. Le tableau 4 de l'annexe montre une évolution assez favorable du commerce entre les Etats membres entre 1991 et 1993, avec une part des exportations intra-communautaires, dans le total des exportations des Etats membres, qui est passée de 10,22 p. cent en 1991, à 10,56 p. cent en 1992 puis à 12,24 p. cent en 1993. Mais cette évolution a également généré une forte hausse des moins-values budgétaires liée à l'application de la T.C.R. L'accumulation des arriérés de contribution au Fonds communautaire (lesquels arriérés avaient atteint les 63 milliards de Francs CFA), notamment par les deux principaux pays exportateurs de la Communauté, en l'occurrence la Côte d'Ivoire et le Sénégal, a bloqué le mécanisme de compensation. Pour suppléer à ces insuffisances, un autre système de financement a été instauré, en l'occurrence, le système de Prélèvement Communautaire de Solidarité -PCS. Mais sa non-application par la Côte d'Ivoire et le Sénégal a entraîné le blocage du mécanisme; ce qui a résulté en un blocage du système tout entier.

6/ C'est LA CONVENTION DE L'UDEAO DE 1966 qui a été modifiée, et a donné naissance au Traité de la CEAO.

2.1.3 Le régime des échanges de l'Union économique et monétaire Ouest-africaine - UEMOA 7/

16. Selon ses promoteurs, la création de l'Union économique et monétaire Ouest-africaine - UEMOA découle d'une préoccupation des chefs d'Etat et de Gouvernement qui revêt un double aspect. Il s'agit d'une part de consolider l'Union monétaire Ouest-africaine - UMOA et d'autre part, de contribuer à l'accélération du processus d'intégration régionale. La nécessité d'une consolidation s'est posée de manière particulièrement aiguë avec l'aggravation de la crise économique et financière à laquelle les Etats membres sont confrontés. A cela s'ajoutent les profondes mutations de l'environnement économique international caractérisé d'une part, par une globalisation des marchés doublée d'une exacerbation de la concurrence, et d'autre part, par l'accélération de la tendance à la multiplication des blocs régionaux. Le blocage de l'institution CEAO et la modification de la parité de la monnaie commune, le franc CFA, ont accentué cette exigence.

17. L'UEMOA, qui sera probablement édictée à partir des acquis de la CEAO 8/, prévoit dans l'article 4 c) de son Traité, la création, entre les Etats membres, d'un marché commun basé sur la libre circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux, et le droit d'établissement des personnes exerçant une activité indépendante ou salariée, ainsi qu'un tarif extérieur commun et une politique commerciale commune. En vue de l'institution du marché commun, l'UEMOA poursuit, entre autres, la réalisation progressive des objectifs suivants: (i) l'élimination des droits de douane, des restrictions quantitatives à l'entrée et à la sortie, des taxes d'effet équivalent et de toutes autres mesures d'effet équivalent susceptibles d'affecter les échanges entre les pays membres, sous réserve du respect des règles d'origine de l'Union qui seront précisées par voie de protocole additionnel; et, (ii) l'établissement d'un tarif extérieur commun -TEC (Article 76, para. a) et b) du Traité).

18. A la lumière de la revue des différents régimes des échanges commerciaux existants en Afrique de l'Ouest, il s'est avéré que le programme de libéralisation des échanges de la CEDEAO est le seul actuellement en vigueur dans la sous-région, puisque les pays du l'Union du Fleuve Mano appliquent le même programme, d'une part, et que les instruments d'application du régime des échanges de l'UEMOA ne sont pas encore définis, d'autre part. Il se pose

7/ Le Traité instituant l'**UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE OUEST-AFRICAINE -UEMOA**, a été signé le 11 janvier 1994, par sept Etats Membres, nommément, la République du Bénin, le Burkina Faso, la République de Côte d'Ivoire, la République du Mali, la République du Niger, la République du Sénégal et la République du Togo. Il est entré en vigueur le 1er août 1994.

8/ C'est ce qui a été proposé dans le cadre du Mémoire du Conseil des Ministres de la CEAO sur la cession d'actifs de la CEAO à l'UEMOA, présenté au Conseil des Ministres de l'UEMOA, en décembre 1994.

toutefois un problème d'application du programme CEDEAO, en particulier pour ce qui concerne les règles d'origine. En outre, la question des arriérés de contribution des pays membres et la non-ratification du Traité révisé de la Communauté par quelques quatorze pays membres, font craindre que l'institution sous-régionale ne suive les pas de la CEA0, ce qui pourrait sérieusement compromettre le processus de libéralisation des échanges dans la sous-région.

A l'état actuel des choses, on peut donc dire, sans risque de se tromper, que le commerce intra-sous-régional risque de connaître un blocage ou même un recul, si les moyens ne sont pas mis en oeuvre en vue de trouver des éléments de solution aux différents problèmes qui se posent à la libéralisation des échanges dans la sous-région.

2.2 Les mécanismes de libéralisation des échanges commerciaux dans le cadre des programmes d'ajustement structurel -PAS

19. La crise économique et financière à laquelle les pays de la sous-région sont confrontés, ne leur a pas permis d'accorder à l'intégration sous-régionale l'attention qui lui est due. Le manque de compétitivité des produits locaux, la persistance des déséquilibres intérieurs, la position de surendettement des Etats, et les disponibilités limitées en ressources, ont fait que le souci premier des gouvernements a été d'assurer un redressement économique à court terme en vue créer un cadre propice à la promotion des échanges et de l'esprit d'entreprise. Ainsi, un certain nombre de réformes ont été entreprises, regroupées pour l'essentiel dans le cadre des programmes d'ajustement structurel et appuyées par les institutions financières internationales telles que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international.

20. Au Burkina Faso, le programme de libéralisation porte sur les prix et la réglementation du commerce extérieur 9/. Pour ce qui concerne les prix, le gouvernement a procédé à: (i) l'élimination du contrôle des prix pour les produits locaux; (ii) l'élimination de la fixation des marges bénéficiaires sur un certain nombre de produits importés; (iii) l'abrogation du principe et des procédures d'homologation des prix des produits de fabrication locale; (iv) l'abolition des monopoles de commercialisation et de distribution à l'exception de ceux relatifs aux produits pétroliers et au riz; et, (v) la rationalisation de la tarification des produits pétroliers.

Au niveau des échanges proprement dits, les mesures de libéralisation ont porté sur: (i) la planification des procédures administratives à l'importation et à l'exportation, et l'élimination des restrictions quantitatives; (ii) la consolidation des autorisations et visas techniques à l'importation en un titre unique "Autorisation spéciale d'importation -ASI"; et, (iii) la réduction de la liste des produits soumis à la nouvelle ASI de 43 à 3 produits.

9/ Note sur l'environnement macro-économique, judiciaire et réglementaire de l'investissement (8 novembre 1994), rédigée par la Direction générale de la promotion économique, Ministère de l'industrie, du commerce et des mines. Ouagadougou, Burkina Faso.

Afin de protéger la production nationale, il est institué une taxe dégressive de protection, à un taux de 30 p. cent la première année, 20 p. cent la seconde et 10 p. cent la troisième et dernière année. Vingt-deux (22) produits sont actuellement soumis à cette taxe.

Au titre des mesures incitatives à l'exportation, il faut noter la suppression de tous droits et taxes à l'exportation et la mise en place de régimes douaniers d'entrepôts.

A partir de Janvier 1993, la Taxe à la valeur ajoutée -TVA, instituée pour les opérations professionnelles, est à un taux unique de 15 p. cent.

21. En Côte d'Ivoire, les différents programmes d'ajustement économique n'ont pas permis d'enrayer la dégradation des conditions internes de production, particulièrement dans la période 1987-1990. Face à la persistance des déséquilibres économiques et financières, un ambitieux programme de stabilisation et de relance économique à moyen terme a été mis en place en Janvier 1994, dans le cadre duquel un certain nombre de mesures ont été prises. Ces mesures ont été appuyées par des programmes sectoriels visant le rétablissement de la compétitivité de l'économie, la restructuration du système financier, la valorisation des ressources humaines et le désengagement de l'Etat des secteurs concurrentiels au profit du secteur privé.

22. Mais, un contexte macro-économique toujours marqué par une faiblesse structurelle de la compétitivité du système productif et un service de la dette insoutenable, a nécessité la mise en oeuvre, au début de l'année 1994, d'un ajustement monétaire, dans tous les pays de la zone franc. Cet ajustement monétaire qui s'est matérialisé par une modification de la parité du franc de 50 p. cent, a contribué à améliorer la compétitivité des produits d'exportation dans des pays ayant une base de production relativement diversifiée comme la Côte d'Ivoire. En effet, le réaligement monétaire, conjugué au renforcement des efforts d'ajustement interne et à l'accélération des réformes structurelles, a permis une amélioration des conditions internes de production et le rétablissement de la compétitivité de l'économie ivoirienne; ce qui a favorisé une amélioration des exportations, dont le volume a progressé d'environ 1,8 p. cent en 1994, malgré la baisse des exportations de café et de cacao par rapport à leurs niveaux de 1993 10/. Parallèlement, on observe une baisse du volume des importations sur l'ensemble de l'année 1994 à un rythme de plus de 10 p. cent, en liaison avec le repli de la consommation finale et les effets de substitution consécutifs à la modification de parité 11/.

10/ Selon la Note trimestrielle de conjoncture No. 3 de septembre 1994 (élaborée par la Chambre de commerce et d'industrie de la Côte d'Ivoire), les exportations de café entre juin 1993 et juin 1994 sont passées de 112,8 milliers de tonnes à 97,9 milliers, enregistrant une baisse de 13,2 p. cent. Les exportations de cacao ont également chuté: de 440 milliers de tonnes en juin 1993, elles sont passées à 385,4 milliers en juin 1994; soit une baisse de 12,4 p. cent.

11/ Voir, le Rapport économique et financier (1995) élaboré par la Direction de la conjoncture et de la prévision économique, Ministère chargé de l'économie, des finances et du plan.

23. Par contre, au Burkina Faso, la dévaluation a entraîné une flambée des prix qui s'est traduite par une inflation qui pourrait remettre en question la compétitivité en terme de prix des produits burkinabé par rapport à ceux des pays limitrophes tels que la Côte d'Ivoire. Cette situation devrait être sérieusement étudiée par les autorités chargées des questions commerciales, lesquelles autorités pourraient envisager une réglementation des prix dans les conditions prévues par les textes de la réglementation de la concurrence et des prix.

24. Au Ghana, pays hors zone franc de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest, des résultats encourageants ont été enregistrés à la suite de la mise en oeuvre d'un vaste programme de réformes, notamment, avec un taux de croissance de l'ordre de 5 p. cent et un taux d'inflation ne dépassant pas les 15 p. cent 12/. Ce programme, dans le cadre duquel s'inscrit la politique économique actuelle, vise la restauration des conditions d'un secteur industriel compétitif et la promotion de l'initiative privée. Dans cette optique, un certain nombre de mesures ont été prises qui comprennent, entre autres: (i) l'institution de taxes spécifiques de protection des industries locales en vue d'assurer la compétitivité aux produits locaux sur les marchés internes et internationaux: les unités industrielles visées sont notamment, les industries fabriquant les boissons alcoolisées, les cigarettes, les textiles, les produits cosmétiques, le caoutchouc, le cuivre et produits assimilés; (ii) la création d'un Fonds d'assistance visant la restructuration d'entreprises affectées par la crise économique, mais qui sont potentiellement rentables; et, (iii) la disponibilité d'un financement à l'exportation de produits non-traditionnels (les fruits et légumes notamment).

25. En outre, le gouvernement Ghanéen a récemment introduit une taxe sur la valeur ajoutée - TVA de l'ordre de 17,5 p. cent. Mais cette mesure a résulté en des accroissements considérables des prix de produits locaux, ce qui a amené les autorités gouvernementales à établir une liste de prix de référence pour ces mêmes produits et à suspendre l'application de cette taxe. Parallèlement, le gouvernement étudie les voies et moyens de pallier les effets négatifs de cette inflation rampante, sans pour autant revenir au système de contrôle des prix. Par ailleurs, un certain nombre de mesures sont à l'étude, notamment pour ce qui concerne le niveau de rationalisation des tarifs et de détermination de la protection nécessaire en vue d'assurer la relance de la production de biens d'exportation non-traditionnels. Il serait en outre souhaitable de créer un environnement favorable à l'investissement notamment dans les secteurs industriels de substitution aux importations.

26. Les autres pays d'Afrique de l'Ouest ont également entrepris des efforts de réformes internes en vue d'assurer une promotion des échanges et de l'initiative privée. Et compte tenu de l'amplitude de la crise à laquelle ils sont confrontés, les pays de la sous-région continueront à subir des pressions en faveur de l'ajustement structurel, lesquelles sont appelées

Abidjan, Côte d'Ivoire.

12/ Ghana Ministry of Trade and Industry, "Review of the Tariff Regime during the first half of the year 1994".

à s'intensifier dans l'économie mondiale. Ces pays devront s'adapter à la concurrence croissante qui découlera de la mise en oeuvre des accords d'Uruguay Round et de la libéralisation globale des échanges mondiaux. Mais cette adaptation ne pourra être possible que si ces pays parviennent à concevoir des politiques propres à accroître la compétitivité de leurs économies, grâce à des programmes d'ajustement structurel induits par l'intégration. En effet, les efforts de réformes structurelles ne pourront aboutir que s'ils sont soutenus par des politiques et mesures de renforcement de l'intégration sous-régionale, basées sur une libéralisation accrue des échanges commerciaux intra-sous-régionaux.

III. ANALYSE DE L'IMPACT DES PROGRAMMES DE LIBERALISATION SUR LE DEVELOPPEMENT DES ECHANGES COMMERCIAUX EN AFRIQUE DE L'OUEST

3.1 Evolution des échanges de produits locaux

27. Les règles d'origine telles qu'elles sont définies permettent de considérer comme locales les importations en provenance d'un pays membre d'une même communauté économique. Par cette mesure, les groupements économiques sous-régionaux visent à promouvoir la libéralisation des échanges entre les Etats membres; ce qui devrait favoriser l'expansion du commerce intra-sous-régional, et en même temps, garantir la compétitivité aux économies de la sous-région. Cependant, la performance du commerce intra-sous-régional a été généralement décevante, en ce sens que les niveaux des échanges dans le cadre des groupements sous-régionaux ont peu évolué, enregistrant en même temps des tendances très irrégulières. Par exemple, la part des exportations intra-CEDEAO sur le total des exportations des pays membres de l'ordre de 10,11 p. cent en 1990, est passée à 8,58 p. cent en 1991, puis à 10,40 p. cent en 1992. Pour les mêmes années, la part des importations intra-CEDEAO a été de l'ordre de 12,9 p. cent, puis de 8,92 p. cent, et puis de 8,94 p. cent, respectivement (voir le tableau 5 de l'annexe). Pour ce qui concerne les Etats membres pris individuellement, on observe les mêmes tendances, mais les niveaux d'échanges sont relativement plus élevés. Pour le Mali par exemple, la part des exportations intra-communautaires sur le total des exportations du pays est passée de 83,39 p. cent en 1990, à 33,00 p. cent en 1991, puis à 45,18 p. cent en 1992 ^{13/}. Pour ce qui concerne la Côte d'Ivoire, cette part est passée de 26,05 p. cent, à 21,72 p. cent, puis à 21,48 p. cent en 1990, 1991, et 1992, respectivement. La part des exportations intra-communautaires sur le commerce total du Ghana qui s'élevait à 20,33 p. cent en 1990, était de l'ordre de 17,14 p. cent en 1991, puis de 20,13 p. cent en 1992. Le Sénégal quant à lui a enregistré 11,36 p. cent, puis, 11,96 p. cent, et puis, 16,31 p. cent respectivement, pour les trois années citées en référence. Par contre, pour le Nigéria qui abrite la majeure partie des entreprises agréées au titre du schéma de libéralisation, la part des exportations intra-communautaires sur le total des exportations du pays n'a pas dépassé le cap des 6 p. cent par an.

^{13/} Estimations basées sur les données de référence statistique des tableaux 3 et 5 de l'annexe.

28. En terme de comparaison, la CEAO affiche une part relativement plus élevée des échanges intra-communautaires qui est passée de 11,72 p. cent en 1990, à 10,22 p. cent en 1991, puis à 12,56 p. cent en 1992 (voir le tableau 4 de l'annexe). Parmi les Etats membres, c'est le Sénégal qui semble avoir fait la meilleure performance commerciale intra-communautaire avec une part des échanges intra-sous-régionaux de 10,85 du total des échanges commerciaux du pays en 1990, puis de 13,95 p. cent en 1991, et puis de 14,18 p. cent en 1992; suivi de la Côte d'Ivoire avec 15,96 p. cent, 12,54 p. cent et 13,17 p. cent respectivement, pour les trois années consécutives 14/.

29. Pour ce qui concerne la composition des échanges de produits locaux à l'intérieur de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest, elle est dans l'ensemble presque la même que pour toute la région telle qu'indiquée dans le tableau 1 de l'annexe. On observe toutefois des particularités selon les besoins et potentialités propres à chaque pays. Au Burkina Faso, les principaux produits exportés sont les viandes et animaux vivants, essentiellement destinés à la Côte d'Ivoire et dans une moindre mesure au Togo, au Niger et au Nigéria. Il y a également les fruits et légumes dont la majeure partie est exportée au Ghana, en moyenne 1655 tonnes par an, et enfin, le coton et les cotonnades qui sont exportés vers le Togo et le Nigéria. Les importations quant à elles portent sur une gamme variée de produits tels que les épices et excitants, les matériaux de construction, les produits pétroliers et les fruits et légumes. Ces produits proviennent pour l'essentiel de la Côte d'Ivoire. Il y a en outre les produits minéraux qui sont fournis par le Togo et le Ghana. Le Nigéria ravitaille le pays en produits pétroliers.

30. Comme indiqué dans le tableau 6 de l'annexe, les importations du Burkina en provenance des pays de la CEDEAO dépassent considérablement ses exportations vers ces mêmes pays, engendrant ainsi un déficit commercial important, allant de 16 à 30 milliards de francs CFA durant la période 1987 à 1991, soit près de 26 à 39 p. cent du déficit commercial global. Le déficit résultant des échanges commerciaux avec les pays de la CEAO s'évalue à près de 80 à 90 p. cent du déficit commercial au niveau de la CEDEAO.

31. Les échanges avec les pays de la sous-région sont également importants pour la Côte d'Ivoire qui compte parmi ses dix premiers clients le Burkina Faso, le Mali, le Nigéria et le Sénégal 15/. Les principaux produits exportés par la Côte d'Ivoire dans la sous-région comprennent le café soluble, le coton, le bois transformé, l'huile de palme, les matériaux de construction, les produits cosmétiques, les sacs et sachets d'emballage et les produits pétroliers. De par sa situation géographique, la Côte d'Ivoire offre des débouchés et des voies d'accès pour des pays enclavés tels que le Burkina et le Mali. Ainsi, la Côte d'Ivoire a absorbé près de 58 à 69 p. cent des exportations en valeur du Burkina vers les pays de la CEDEAO, de 1987 à

14/ Estimations basées sur les données de référence statistique des tableaux 3 et 4 de l'annexe.

15/ Côte d'Ivoire 1994, in Marchés tropicaux et méditerranéens No. 2528, 1er Juillet 1994.

1991. Elle a également fourni durant la même période, 67 à 77 p. cent des importations du Burkina en valeur en provenance de la CEDEAO (voir le tableau 6 de l'annexe).

32. Parmi les dix premiers fournisseurs de la Côte d'Ivoire, le Nigéria qui a fourni près de 18,7 p. cent des importations ivoiriennes (tous produits confondus) en 1992, vient en deuxième position après la France (34,2 p. cent). Le Nigéria qui procure une bonne quantité de pétrole brut à la Côte d'Ivoire, risque de voir ses ventes baisser lorsque le brut extrait en Côte d'Ivoire pourra être transformé par la Société ivoirienne de raffinage. En outre, la Côte d'Ivoire importe du poisson frais, des tissus en coton, du phosphate de calcium, du sel alimentaire, des arachides et du mil. Ces produits proviennent pour l'essentiel du Sénégal, du Burkina Faso, du Mali et de la Mauritanie. Le Ghana approvisionne le marché ivoirien en pétrole partiellement raffiné.

33. Le Sénégal pour ce qui le concerne exporte dans la sous-région, (particulièrement dans les pays membres de l'ex CEAO), des engrais, des produits pétroliers, du sel alimentaire, des cahiers et autres articles en papier, du poisson frais de mer, des tissus en coton, des matières plastiques et des produits pharmaceutiques. Ses principaux clients sont: le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Mali, la Mauritanie et le Niger (voir le tableau 8 de l'annexe qui montre la situation des échanges commerciaux entre le Sénégal et les pays de l'ex CEAO, pour l'année 1992). Les principaux produits importés par le Sénégal sont les produits pétroliers, l'huile de palme raffinée, les bois et produits dérivés, les préparations alimentaires, les matériaux en fer ou acier (tôles, barres, tubes), les fruits comestibles (noix de cola, bananes fraîches, noix de coco, etc...) et les matières plastiques. Les principaux pays fournisseurs sont la Côte d'Ivoire et le Mali.

34. On notera particulièrement le dynamisme des exportations d'engrais, de cahiers et autres articles scolaires en papier, de tissus en coton et de matières plastiques. Les produits vedettes à l'importation sont les produits pétroliers, l'huile de palme raffinée, les préparations alimentaires, les matériaux en fer ou acier, et les matières plastiques. Les tendances sont à la baisse en ce qui concerne les exportations de produits pétroliers et de poissons de mer frais d'une part, et les importations de fruits comestibles d'autre part.

3.2 Impact de la libéralisation des échanges sur l'autosuffisance et la sécurité alimentaire

35. Un des objectifs les plus importants aux yeux des pays de la sous-région est de parvenir à une croissance de la production alimentaire et agricole accélérée et soutenue, et à une plus grande sécurité alimentaire. Mais les politiques gouvernementales inadéquates en matière de prix intérieurs et de taux de change ont fait que l'acquisition de denrées alimentaires importées telles que le riz ou le blé est de moindre coût que celle des produits traditionnels tels que le mil, le sorgho, les plantains, les racines et les tubercules; ce qui a résulté en une baisse de la croissance de la production alimentaire.

36. Une telle situation aurait trouvé sa solution dans la libéralisation effective des échanges commerciaux intra-sous-régionaux; ce qui aurait assuré une relance de la production de biens

alimentaires de substitution à l'importation. Mais les différents problèmes qui se posent à la mise en application des programmes de libéralisation, en plus du manque de savoir-faire technique, du niveau de vulgarisation et de recherche-développement insuffisant, de l'accès limité aux facteurs de production, et de l'absence de mesures d'encouragement à la production, sont autant de facteurs qui constituent des entraves à la croissance de la production alimentaire. En outre, la demande reste inélastique par rapport à l'offre qui est fonction des variations climatiques qui n'en garantissent ni la régularité, ni la consistance. Face à une telle situation, et en l'absence de politiques adéquates de relance de la production alimentaire, la plupart des pays africains continueront à s'approvisionner auprès des pays développés pour couvrir leurs besoins en produits alimentaires. Les cours mondiaux de ces produits étant appelés à croître alors que ceux des produits d'exportation des pays africains auront tendance à baisser, ces pays risquent d'enregistrer un plus grand déficit de leur balance commerciale. Les projections en ce qui concerne la production alimentaire jusqu'à l'an 2000 pour l'Afrique subsaharienne montrent d'ailleurs que la production de 110,4 millions de tonnes de denrées de base laissera un déficit d'environ 50,9 millions de tonnes par rapport à la consommation projetée (voir le tableau 9 de l'annexe). Selon ces projections, toutes les trois sous-régions de l'Afrique subsaharienne connaîtront un déficit alimentaire en l'an 2000, l'Afrique de l'Ouest enregistrant le plus gros déficit (de l'ordre de 34,1 millions de tonnes).

3.3 Impact sur le développement des secteurs productifs et sur l'emploi

37. A la CEDEAO, le Protocole communautaire vise l'élimination totale des taxes douanières sur les produits industriels fabriqués par les entreprises communautaires, ce qui devrait résulter en une relance de l'investissement dans ces secteurs. Mais les disponibilités limitées en ressources, et la forte diminution des flux de ressources extérieures, ne semblent pas favoriser la réalisation de l'objectif communautaire. En vue de remédier à cela, les Etats membres pourraient éventuellement mettre en commun une partie de leurs ressources en vue de promouvoir des entreprises conjointes qui pourraient également impliquer la participation de capitaux privés étrangers. Cette mobilisation de ressources pourrait par ailleurs ouvrir des possibilités de création d'emplois en vue de résorber le chômage chronique qui sévit dans la sous-région, et de parvenir à une amélioration des conditions de vie des populations.

IV. LES PROBLEMES LIES A LA MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES SOUS-REGIONAUX DE LIBERALISATION

38. La revue des différents programmes de libéralisation en Afrique de l'Ouest, suivie de l'analyse de leur impact sur le développement des échanges commerciaux dans la sous-région, a permis de constater que la situation actuelle du commerce intra-sous-régional n'offre pas les conditions favorables à la relance économique dans la sous-région. Les projets les plus fondamentaux en vue d'une promotion des échanges commerciaux intra-sous-régionaux n'ont pas été mis en oeuvre, et ce, pour différentes raisons. Au niveau national, les pays qui sont confrontés à des difficultés d'ordre structurel ont accordé davantage de priorité aux efforts de réformes internes qui priment sur leurs engagements en vue du renforcement du processus

d'intégration économique. Au niveau sous-régional, la non-disponibilité de ressources financières, les contraintes tarifaires, l'inadéquation des infrastructures physiques, des connaissances techniques et des compétences en matière de commercialisation et de gestion limitées, et l'absence de convergence des politiques commerciales menées par les différents pays, constituent de graves entraves au développement des échanges commerciaux intra-sous-régionaux.

4.1 Les problèmes liés à la structure de la production de biens locaux

39. L'un des principaux obstacles au développement des échanges commerciaux en Afrique de l'Ouest réside dans la similitude de la structure des biens produits dans les différents pays. En effet, la plupart des pays de la sous-région fournissent pratiquement les mêmes produits de base agricoles, alors que leurs besoins les plus pressants sont les produits manufacturés (qui représentent en moyenne près de 73 p. cent de leurs importations) pour lesquels les pays développés à économie de marché ont un avantage certain. Cette situation reflète l'absence de coordination et d'harmonisation des politiques de production et de commercialisation; ce que traduit le niveau peu substantiel des potentialités d'échanges entre les pays de la sous-région. En outre, le faible niveau technologique entraîne des coûts de production assez élevés, ce qui a résulté en un renchérissement des biens locaux par rapport aux biens importés. A cela, il faut ajouter les problèmes liés à la gestion de l'offre et à l'insuffisance des compétences en matière de production et de commercialisation.

4.2 La dimension tarifaire

40. Les structures sous-régionales d'intégration prévoient l'élimination des barrières tarifaires aux échanges commerciaux entre leurs Etats membres. Dans le cadre de la CEDEAO, les produits du crû et les produits de l'artisanat traditionnel connaissent une circulation relativement libre entre les Etats membres. Par contre, les produits industriels originaires ne peuvent pas encore bénéficier du traitement préférentiel tel qu'envisagé par le programme de libéralisation, et cela pour deux raisons principales: (1) les échanges sont effectués hors du cadre du schéma de libéralisation sans utilisation de la documentation nécessaire, en l'occurrence, le certificat d'origine et la déclaration en douane; (2) des retards ont eu lieu dans l'application des mesures nécessaires pour démanteler toutes les barrières à la mise en oeuvre du programme. Ces mesures comprennent, entre autres, la constitution d'un budget en vue de la compensation des pertes de recettes douanières et l'adoption de mesures législatives et financières dans chaque Etat membre pour l'application du programme 16/. Compte tenu de l'importance des recettes douanières en tant que source de revenu pour les pays de la sous-région, il est inévitable qu'un certain délai s'écoule entre l'adoption et la mise en oeuvre de ces mesures. Il serait toutefois nécessaire que les Etats membres étudient de manière approfondie, les implications financières de telles mesures. Une réunion technique spéciale d'experts de la CEDEAO s'est tenue à Dakar en juin 1992, en vue de revoir le mécanisme de libéralisation, mais elle s'est surtout penchée sur des questions

16/ CEDEAO (1993), Réalisations, défis et perspectives, Secrétariat exécutif de la CEDEAO, Lagos, Nigéria.

de forme ayant trait à la modification des critères d'origine et de structure. Par contre, la réunion n'a pas vraiment abordé les questions de fond liées au démantèlement tarifaire, et aux modalités de financement du budget de compensation des pertes de recettes douanières qui constituent les problèmes fondamentaux auxquels les Etats membres sont confrontés.

4.3 Les obstacles et entraves non tarifaires

41. Les pays de la sous-région ont par ailleurs adopté un certain nombre de mesures protectionnistes qui constituent des entraves à la promotion des échanges intra-sous-régionaux. Au nombre de ces mesures, il faut citer les nombreux barrages routiers et les postes de douane entre les pays, ceci en dépit des résolutions qui ont été prises en vue d'assurer une libre circulation des biens et des personnes. D'autres obstacles sont constitués par les procédures compliquées d'importation et d'exportation, les mesures de protection des industries locales qui tentent de compenser les pertes de recettes douanières sur la totalité des produits importés, et l'absence de mesures d'appui au commerce intra-sous-régional.

4.4 Les obstacles infrastructurels

42. Les opérateurs économiques Ouest-africains sont en outre sévèrement handicapés par l'inadéquation des infrastructures physiques de transport et de stockage et l'absence de télécommunications modernes. De plus, les gouvernements ont eux-mêmes aggravé les problèmes de transport en instituant des procédures commerciales coûteuses qui exigent le traitement de documents douaniers.

43. En vue de faciliter les transactions commerciales dont l'essentiel se fait par la route, la CEDEAO, par son programme de transport communautaire, a établi deux axes routiers, en l'occurrence, la Transcôtière Lagos-Nouackchott et la Transsahélienne Dakar-Ndjaména qui relient la presque-totalité des capitales Ouest-africaines. Cependant, des investissements supplémentaires sont nécessaires pour permettre le dégagement des zones enclavées. Il serait également utile de mettre à la disposition des Etats, des moyens de communication réguliers et fiables et des infrastructures de stockage et d'entreposage mieux adaptées à la nature périssable des biens produits dans la sous-région.

4.5 Les problèmes de financement et de paiements

44. Un des obstacles majeurs au développement des échanges dans la sous-région réside dans les difficultés de financement des activités des groupements économiques. En effet, ces derniers dépendent des pays membres pour constituer leurs budgets de fonctionnement. Les problèmes internes liés à la crise économique, auxquels vient s'ajouter une attitude par trop tiède à l'égard de la coopération économique sous-régionale, a contribué à pousser les pays à réagir faiblement lorsqu'il s'agit de s'acquitter de leurs obligations financières. Les budgets très limités que ces groupements sont obligés de gérer ne leur permettent pas de couvrir la totalité de leurs activités;

ce qui s'est traduit par une sorte de blocage du processus d'intégration à tous les niveaux, y compris dans le domaine commercial.

45. En outre, parmi les principales difficultés auxquelles se heurtent les exportateurs de la sous-région figurent les problèmes de paiements et d'inter-convertibilité des monnaies nationales. A moins que les exportateurs n'obtiennent l'assurance d'être payés promptement pour les biens et services qu'ils fournissent, il ne peut y avoir de base réelle pour les échanges commerciaux intra-sous-régionaux. Au nombre des causes des difficultés de paiement on peut citer les niveaux importants de l'endettement, les insuffisances du secteur financier au niveau national, le manque de facilités de crédit à l'exportation et de systèmes adéquats d'assurance à l'exportation. Au niveau sous-régional, l'absence d'harmonisation des politiques monétaires est à déplorer, de même que l'inefficacité des mécanismes de compensation.

4.6 Les problèmes liés à la promotion commerciale

46. Les gouvernements, les chambres de commerce et les associations professionnelles devraient fournir les informations relatives aux opportunités et aux conditions d'accès aux différents marchés. Mais dans la plupart des pays de l'Afrique de l'Ouest, les gouvernements ne jouent qu'un rôle marginal dans la fourniture de l'information commerciale; et les activités des chambres de commerce et des associations professionnelles dans ce domaine ne sont pas très développées.

47. En outre, dans la sous-région, les problèmes liés à la qualité et au conditionnement de certains produits locaux, et à l'inadéquation des réseaux de distribution ne permettent pas d'atteindre et de maintenir la clientèle. En effet, des emballages et un étiquetage de qualité sont essentiels pour éviter le dommage durant le transport des marchandises, et assurer une bonne présentation à la clientèle; de même qu'il est nécessaire de disposer de réseaux de distribution de proximité et d'une bonne publicité; ce qui, de manière générale, fait défaut aux produits africains.

V. MESURES ET MECANISMES DE SOUTIEN AU DEVELOPPEMENT DES ECHANGES COMMERCIAUX EN AFRIQUE DE L'OUEST

48. Les mesures spécifiques à mettre en oeuvre pour faciliter les échanges entre les pays de la sous-région concernent des actions concrètes à mener en vue de stimuler la compétitivité des produits locaux, de promouvoir la diversification de la production et sa croissance dans ces secteurs, de favoriser la simplification et l'harmonisation des schémas de libéralisation des organisations sous-régionales d'intégration, le développement des infrastructures physiques, et l'amélioration des conditions de paiement et de financement du commerce intra-sous-régional.

5.1 Mesures destinées à stimuler la compétitivité des produits locaux

5.1.1 Un environnement macro-économique stable

49. Le principal objectif des gouvernements devrait être de promouvoir une croissance économique soutenue et une amélioration des conditions de vie, en créant un environnement économique stable pour les opérateurs économiques. Ces derniers ont en effet besoin de stabilité pour planifier leurs stratégies de production, de commercialisation et d'investissement. Les changements rapides de politique vont à l'encontre de ces objectifs; les opérateurs seront plus disposés à investir s'ils peuvent par exemple compter sur une croissance soutenue de la demande. La maîtrise de l'inflation est également un objectif important dans la mesure où celle-ci fausse les prix et fait grimper les taux d'intérêt, ce qui se traduit le plus souvent par une baisse de compétitivité des produits locaux par rapport aux biens importés. En outre, une forte inflation incite les opérateurs économiques à privilégier les profits à court-terme aux dépens de la rentabilité à long-terme, et de s'éloigner des secteurs productifs donc de la production de biens locaux.

De la même manière, il est important que les gouvernements s'engagent à maintenir l'équilibre des finances publiques, sans lequel l'incertitude et les coûts de production des entreprises iront s'accroissant avec les taxes, et auront un impact négatif sur la production et la compétitivité des produits locaux à l'étranger.

5.1.2 L'importance de la diversification et de la spécialisation

50. Les pays de la sous-région devraient en outre diversifier leurs structures de production et d'exportation, en encourageant la production de biens d'exportation non-traditionnels qui puissent bénéficier d'une certaine compétitivité sur les marchés régionaux et internationaux. Chaque pays devrait en outre se spécialiser dans des productions pour lesquelles il bénéficie d'avantages comparatifs par rapport aux autres pays de la sous-région. Ceci contribuera à créer de plus grandes opportunités d'échanges entre ces pays. Dans leurs efforts de diversification nécessaires à la promotion de la production locale, les gouvernements pourraient envisager une réorientation des politiques et des stratégies de développement industriel des schémas basés sur la substitution aux importations à un schéma d'industrialisation basé sur la transformation des matières premières locales et sur l'innovation locale.

5.1.3 L'accès aux marchés

51. Les gouvernements, se conformant au principe de l'ouverture des marchés, peuvent contribuer à rendre leurs entreprises nationales plus compétitives, en appliquant une politique de libre-échange, en favorisant les exportations et en améliorant les conditions selon lesquelles s'effectuent les investissements dans les secteurs productifs de l'économie. En outre, il est important de favoriser l'accès des produits aux différents marchés sous-régionaux en adoptant de meilleurs coûts de production qui puissent garantir des prix compétitifs, et en s'attachant à réduire les barrières commerciales. Pour ce faire, les pays de la sous-région de l'Afrique de

l'Ouest devraient entreprendre des actions concrètes en vue de l'harmonisation et de la mise en oeuvre des schémas de libéralisation des échanges commerciaux, et de l'adoption de normes communes qui permettraient d'éliminer les nombreux obstacles au développement du commerce intra-sous-régional. Dans cette optique, il est nécessaire de simplifier les procédures douanières, et de lever les multiples entraves au transport routier et à l'enlèvement des marchandises.

5.1.4 La promotion des exportations

52. Les compétences nécessaires à la promotion des exportations doivent être renforcées, les gouvernements jouant un rôle essentiel dans ce processus, par la fourniture d'informations fiables et à jour, et par la mise en oeuvre de mesures d'appui aux exportateurs. Une réorientation des activités des chambres de commerce et des associations professionnelles devrait être envisagée. Ces institutions devraient mettre l'accent sur la promotion de la production et des échanges pour suppléer aux carences du secteur public dans ce domaine, et impliquer davantage les opérateurs privés. Un regard critique devrait être porté sur les politiques monétaires et financières en vigueur, de manière à les infléchir vers un traitement discriminatoire en faveur de la production locale tant en ce qui concerne les taux d'intérêt que pour les modalités de financement. La mise en place de mécanismes et de facilités de crédit à moyen et long termes pour appuyer la production et la commercialisation de produits locaux est nécessaire à la compétitivité en matière de production et de commercialisation. Les initiatives qui ont été prises dans certains pays en vue de la mise en place de garanties et de crédits à l'exportation sont à encourager. De même qu'il faut exploiter les possibilités de partenariat avec des opérateurs étrangers par le recours au capital-risque.

5.1.5 La promotion des ressources humaines

53. Assurer une promotion des ressources humaines est cruciale pour développer les capacités nécessaires à la mise en oeuvre des programmes de libéralisation des échanges de produits locaux, et assurer l'agressivité commerciale indispensable à la promotion des produits locaux, au-delà des simples mesures de libéralisation. Les pays de la sous-région devraient améliorer les compétences dont disposent leurs économies dans ces domaines. Ils ont en particulier besoin d'un programme de formation aux techniques modernes de commercialisation et de distribution, et à l'utilisation efficace des dispositions prévues dans les protocoles relatifs au désarmement tarifaire et à la suppression des mesures non tarifaires, au niveau de la CEDEAO et de l'UEMOA.

5.2 Renforcement de l'appui des organisations sous-régionales d'intégration aux opérateurs économiques

54. Les mesures de renforcement de l'appui des organisations sous-régionales d'intégration aux opérateurs économiques pourraient être axées sur la création d'organismes de facilitation et de promotion du commerce dont la mission serait de fournir une assistance directe aux exportateurs nationaux et d'aider les gouvernements à définir des mesures adaptées et

harmonisées de politique commerciale. Ces organismes devront notamment fournir aux exportateurs les renseignements voulus sur les marchés extérieurs, les conditions d'accès à ces marchés et les normes en vigueur. Les chambres de commerce pourraient aider à mettre en place de tels organismes et assurer la coordination de leurs activités.

5.3 Amélioration des infrastructures physiques sous-régionales

55. Etant donné que l'essentiel du commerce intra-régional s'effectue par la route, les gouvernements devraient aider ce secteur à se développer et à se moderniser en encourageant la privatisation et l'établissement de partenariat entre les différentes entreprises de transport routier de la sous-région. En outre, les pays devraient favoriser la promotion des autres services d'appui à la commercialisation comme les communications, l'entreposage et le stockage, en y associant des entreprises privées.

5.4 Promotion des investissements et facilitation des systèmes de paiements

56. Les gouvernements devraient privilégier les investissements étrangers directs qui puissent leur permettre de doter leurs économies d'une base technologique solide en vue de promouvoir la compétitivité de leurs produits. Ils pourraient, dans cette optique, encourager le partenariat entre les opérateurs économiques nationaux et les investisseurs et entreprises étrangers, en vue d'améliorer leurs capacités d'offre et de commercialisation.

57. Il est par ailleurs important d'apporter des améliorations dans les domaines des paiements et du financement du commerce afin de lever l'un des principaux obstacles au développement des relations commerciales, dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest. Dans un premier temps, il serait nécessaire d'étudier des voies alternatives de financement des activités d'intégration régionale indépendamment des budgets des pays membres: c'est une approche qui a été préconisée dans le cadre de la révision du Traité de la CEDEAO. Dans cette optique, la Chambre de compensation de l'Afrique de l'Ouest (CCAO) créée sous l'égide de la CEDEAO est en cours de transformation en une Agence monétaire Ouest-africaine. Les mesures envisagées en vue d'y créer une facilité-relais (crédit à moyen terme) devraient être accélérées en vue de remédier aux problèmes de financement de l'institution sous-régionale. En outre, il est prévu que le financement des activités de l'Union économique et monétaire Ouest-africaine sera assuré, dans une phase transitoire, par la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest -BCEAO et la Banque Ouest-africaine de développement -BOAD. Au delà de cette période, les ressources devront, pour l'essentiel, être constituées à partir du versement d'une fraction du produit du Tarif extérieur commun et des taxes indirectes perçues dans l'ensemble de l'Union.

III. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

58. Adopter des mesures destinées à promouvoir le commerce intra-sous-régional et la compétitivité de leurs produits restera sans effet si les pays de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest ne se dotent pas du cadre fondamental qu'exige tout programme d'expansion du

commerce. Deux éléments sont indispensables dans l'optique d'un tel cadre, notamment, la stabilité macro-économique, et la promotion de l'initiative privée. De plus, les pays de la sous-région devront s'attacher à définir un ensemble d'objectifs stratégiques dans l'optique d'un programme de développement de leur secteur commercial. Ces objectifs devront à l'évidence être fixés par chaque pays en tenant compte de sa dotation spécifique en facteurs.

59. Ne disposant pas de toutes les ressources nécessaires au financement de l'ensemble des mesures qu'ils devraient adopter pour atteindre ces objectifs, les pays de la sous-région seront sans doute amenés à définir leurs priorités qui pourraient comprendre les suivantes:

(1) créer un cadre de promotion du commerce et investir dans la facilitation du commerce: dans un premier temps, il est nécessaire d'élaborer des mesures de politique commerciale qui reposent sur une analyse de l'offre et de la demande de biens faisant l'objet d'échanges au niveau sous-régional, ainsi que sur une planification adéquate des ressources humaines et des ressources financières orientées vers l'investissement en infrastructures. Cette analyse de l'offre et de la demande devrait permettre de définir une base réelle pour la promotion des échanges commerciaux dans la sous-région. En outre, les gouvernements devraient sérieusement envisager la levée de toutes les barrières et entraves au développement des échanges, en même temps qu'ils vont encourager l'initiative privée en favorisant l'accès au crédit et à l'information commerciale.

(2) mettre en place des structures de promotion du commerce qui vont mettre l'accent sur la fourniture de services d'appui et de promotion commerciale, notamment par l'encadrement, la formation en matière de gestion et de planification financière, la publication et la diffusion d'information sur l'évolution des différents produits.

(3) mettre en place un système cohérent de normes et d'homologation qui permettra d'éliminer les obstacles artificiels qui freinent le développement du commerce intra-sous-régional

(4) Améliorer le dispositif sous-régional de paiements, notamment dans le cadre de la CEDEAO, en révisant le fonctionnement du mécanisme de compensation et en introduisant des mesures propres à réduire les fluctuations de change entre les différentes monnaies; et rechercher les moyens alternatifs de financement du commerce intra-sous-régional; et,

(5) Encourager les investissements étrangers directs dans les industries de haute technicité: les gouvernements devraient miser sur les investissements étrangers directs pour assurer la mise à niveau technologique de leur économies en permettant à des entreprises étrangères d'implanter des unités de recherche-développement et à établir des liaisons entre ces unités et les entreprises locales.

60. Après avoir défini leurs priorités au niveau national et sous-régional, les pays de la sous-région devraient promouvoir, avec une assistance internationale, une série de projets de soutien au secteur extérieur. Sont envisageables notamment, à ce titre, des mesures d'appui visant à rendre le secteur commercial plus réceptif aux changements en cours dans le système commercial

international. Les nouvelles règles commerciales et les mesures de libéralisation convenues dans le cadre des accords d'Uruguay Round devraient inciter les gouvernements à monter des projets destinés à informer les opérateurs économiques des possibilités nouvelles, et des dispositions à prendre pour améliorer le conditionnement, la commercialisation, la qualité des produits et l'approvisionnement. Les organismes de promotion du commerce pourraient se charger d'élaborer ces projets qui constitueront une source d'assistance. En outre, étant donné que l'essentiel des recettes d'exportation des pays de la sous-région provient de la vente de produits primaires, les gouvernements devraient veiller à ce que le personnel des entreprises concernées possède les qualifications requises, et disposent de renseignements adéquats sur les différents marchés, lors de la conclusion de transactions et d'accords commerciaux avec les grands négociants internationaux. Ils devraient par ailleurs garantir aux opérateurs, les moyens de gérer les risques découlant de la forte volatilité des prix des produits primaires.

I. STATISTIQUES

Tableau 1.

Commerce intra-africain par catégorie de produits, 1980-1992
(en millions de dollars E.U.)

	1980		1989		1990		1991		1992	
	Valeur	% de la valeur totale	Valeur	% de la valeur totale	Valeur	% de la valeur totale	Valeur	% de la valeur totale	Valeur	% de la valeur totale
Boissons, aliments et tabac	727	24,4	871	22,5	926	23,5	984	20,2	1097	20,6
Produits pétroliers, graisses et matières premières	271	9,1	483	12,5	486	12,4	594	12,2	597	11,4
Carburants	1219	40,9	1123	29,1	1163	29,6	1622	33,3	1793	34,3
Produits chimiques	131	4,4	333	8,6	312	7,9	356	7,3	408	7,8
Machines	87	2,9	274	7,1	243	6,2	341	7,0	288	5,5
Autres produits manufacturés	543	18,2	781	20,2	803	20,4	970	19,9	1064	20,3
Total	2978	100	3865	100	3933	100	4867	100	5229	100

Source: Bulletin mensuel de statistique de l'ONU, Mai 1994.

Tableau 2.

Elimination des droits et taxes d'entrée perçus à l'importation
sur les produits industriels originaires des Etats membres de la CEDEAO

Groupe de pays	Délai d'abattement tarifaire	Taux d'abattement tarifaire
<u>Groupe 1.:</u> Cap-Vert, Burkina Faso, Gambie, Guinée-Bissau, Mali, Mauritanie, Niger	10 ans	10 % de réduction par an
<u>Groupe 2.:</u> Bénin, Guinée, Libéria, Sierra Léone, Togo	8 ans	12,50 % de réduction par an
<u>Groupe 3.:</u> Côte d'Ivoire, Ghana, Nigéria, Sénégal	6 ans	16,66 % de réduction par an

Source: Secrétariat de la CEDEAO.

Tableau 3.

Afrique de l'OuestExportations totales par groupement économique

(Valeurs FOB en millions de dollars E.U.)

GROUPEMENTS ECONOMIQUES /PAYS	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
CEDEAO	18179	19454	13052	14641	13343	15173	20885	20041	19950
Bénin	167	152	104	114	71	77	39	43	44
Burkina Faso	79	70	83	155	142	214	222	141	169
Cape Vert	3	5	4	8	3	7	7	6	5
Côte D'Ivoire	2698	2939	3354	3110	2168	2503	2318	2950	3105
Gambie	46	27	32	63	96	138	171	166	230
Ghana	540	623	862	909	1014	972	1081	1260	1152
Guinée	462	474	439	500	477	587	627	666	590
Guinée Bissau	18	9	7	6	10	7	21	31	31
Libéria	449	436	408	382	396	504	517	340	389
Mali	129	124	212	146	166	197	289	303	301
Mauritanie	291	373	421	428	508	451	468	518	507
Niger	305	259	317	443	289	243	282	311	416
Nigéria	12020	13113	5899	7383	6875	8138	13649	12254	11895
Sénégal	633	554	625	606	780	751	783	652	705
Sierra Léone	148	106	80	144	106	138	143	146	150
Togo	191	190	204	244	242	245	268	253	262
UNION DU FLEUVE NANO	1059	1016	927	1026	979	1229	1287	1152	1129
Guinée	462	474	439	500	477	587	627	666	590
Libéria	449	436	408	382	396	504	517	340	389
Sierra Léone	148	106	80	144	106	138	143	146	150
CEAO	4302	4471	5116	5002	4123	4436	4401	4918	5246
Bénin	167	152	104	114	71	77	39	43	44
Burkina Faso	79	70	83	155	142	214	222	141	169
Côte D'Ivoire	2698	2939	3354	3110	2168	2503	2318	2950	3105
Mali	129	124	212	146	166	197	289	303	301
Mauritanie	291	373	421	428	508	451	468	518	507
Niger	305	259	317	443	289	243	282	311	416
Sénégal	633	554	625	606	780	751	783	652	705

Source: Division des Statistiques de la CEA.

Tableau 4.

CEAO: Commerce intra-communautaire

(en millions de dollars E.U.)

Pays	Importations						Exportations					
	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1988	1989	1990	1991	1992	1993
Bénin	24	21	26	25	28	32	1	7	7	3	3	6
Burkina Faso	74	64	103	147	162	192	15	14	20	4	4	4
Côte d'Ivoire	63	53	68	57	63	77	279	250	370	370	409	473
Mali	114	137	200	222	244	291	8	8	15	7	8	9
Mauritanie	4	2	1	6	6	7	24	29	16	20	22	26
Niger	32	35	42	36	39	48	4	2	3	8	8	10
Sénégal	64	68	75	71	77	92	51	82	85	91	100	116
Total CEAO	375	380	515	564	619	739	382	392	516	503	554	644
Commerce total	5330	4821	5137	5471	5953	6256	4123	4436	4401	4918	5246	5260
Part du commerce intra-communautaire sur le commerce total des pays membres	7,03	7,87	10,02	10,30	10,39	11,80	9,26	8,83	11,72	10,22	10,56	12,24

Source: Calculs basés sur les données de l'Annuaire des statistiques commerciales du FMI, édition 1994.

Tableau 5.

**CEDEAO: Commerce intra-communautaire 1/
(en millions de dollars E.U.)**

Pays	Importations					Exportations				
	1988	1989	1990	1991	1992	1988	1989	1990	1991	1992
Bénin	61	47	67	18	23	18	14	37	8	10
Burkina Faso	103	87	142	163	153	25	20	26	19	23
Cap-Vert	2	3	4	4	5	-	-	-	-	-
Côte d'Ivoire	289	414	568	528	548	518	451	604	641	667
Gambie	6	7	10	9	9	7	6	11	10	13
Ghana	182	95	72	86	92	240	235	221	216	232
Guinée	22	14	8	10	14	7	5	5	4	6
Guinée Bissau	4	12	10	11	12	4	2	2	2	4
Libéria	33	11	1	1	6	6	3	1	2	4
Mali	83	106	183	212	337	25	94	241	100	136
Mauritanie	5	2	1	2	4	32	36	20	17	35
Niger	75	98	102	38	92	22	29	38	69	73
Nigéria	33	14	19	29	43	387	456	780	514	713
Sénégal	112	123	170	158	166	90	92	89	78	115
Sierra Leone	31	15	12	17	19	1	1	1	2	3
Togo	37	44	86	48	64	20	29	37	38	42
Total intra-CEDEAO	1078	1092	1455	1334	1587	1402	1473	2113	1720	2076
Commerce total des pays membres 2/	11878	11065	11256	14941	17738	13343	15175	20885	20041	19950
Part du commerce intra-CEDEAO sur le commerce total des pays membres	9,07	9,86	12,92	8,92	8,94	10,50	9,70	10,11	8,58	10,40

Sources: 1/: Secrétariat de la CEDEAO.

2/: Division des Statistiques du Secrétariat de la CEA.

Tableau 6.
Les échanges commerciaux Burkina Faso - CEAO/CEDEAO
(Valeurs FOB en millions de CFA)

PAYS	1987		1988		1989		1990		1991	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
EXPORTATIONS										
Côte d'Ivoire	9371	68	6018	58	3816	59	4826	65	4482	69
Mali	253	2	385	4	235	4	300	4	366	6
Niger	604	4	193	2	288	4	260	4	95	1
Bénin	102	1	205	2	31	0	146	2	44	1
Sénégal	119	1	7	0	22	-	16	0	8	0
Mauritanie	0	0	-	0	5	0	-	0	1	0
Total CEAO	10449	75	6808	65	4397	68	5548	75	4996	77
Togo	2315	17	3365	32	1846	29	1332	18	882	14
Nigéria	248	2	32	0	5	0	391	5	433	7
Ghana	868	6	212	2	208	3	125	2	163	3
Total CEDEAO	13880	100	10417	100	6456	100	7396	100	6474	100
IMPORTATIONS										
Côte d'Ivoire	13302	77	21343	71	17741	71	21513	67	26661	72
Mali	389	1	494	2	333	1	370	1	452	1
Niger	165	1	194	1	121	0	242	1	134	0
Bénin	112	0	194	1	209	1	298	1	331	1
Sénégal	597	2	547	2	1014	4	2407	8	1886	5
Mauritanie	437	1	807	3	983	4	590	2	531	1
Total CEAO	25002	83	23579	78	20401	82	25420	79	29995	81
Togo	2832	9	3418	11	2447	10	3101	10	2636	7
Nigéria	1190	4	1995	7	1210	5	2457	8	3394	9
Ghana	1055	4	1956	4	812	3	955	3	1021	3
Total CEDEAO	30079	100	30048	100	24870	100	31933	100	37046	100
SOLDES										
Côte d'Ivoire	-13931		-15325		-13925		-16687		-22179	
Mali	-136		-109		-98		-70		-86	
Niger	439		-1		167		18		-39	
Bénin	-10		11		-178		-152		-287	
Sénégal	-478		-540		-992		-2391		-1878	
Mauritanie	-437		-807		-978		-590		-530	
Total CEAO	-14553		-16771		-16004		-19872		-24999	
Togo	-517		-53		-601		-1789		-1754	
Nigéria	-942		-1963		-1205		-2066		-2961	
Ghana	-187		-844		-604		-830		-858	
Total CEDEAO	-16199		-19831		-18414		-24537		-30572	

Source: Office National du Commerce, Ouagadougou.

Tableau 7.

Côte d'Ivoire: commerce extérieur

Les dix premiers clients de la Côte d'Ivoire en 1992 (%)		Les dix premiers fournisseurs de la Côte d'Ivoire en 1992 (%)	
France	15,0	France	34,2
Pays-Bas	11,5	Nigéria	18,7
Allemagne	5,8	Japon	4,2
Italie	5,6	Allemagne	3,9
Burkina Faso	5,3	Pays-Bas	3,8
Mali	4,5	Etats-Unis	3,7
Nigéria	4,3	Italie	3,0
Etats-Unis	4,2	Espagne	2,5
Sénégal	3,4	Royaume Uni	2,3
Royaume Uni	3,3	Chine	2,2

Source: Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

Tableau 8.

Les échanges commerciaux Sénégal - CEAO - 1992
(Valeur en millions de Francs CFA - Quantité en tonnes)

EXPORTATIONS					IMPORTATIONS				
Produits	Valeur	Quantité	Pays clients 1/	Tendance 1992/1991	Produits	Valeur	Quantité	Fournisseurs 2/	Tendance 1992/91
Engrais	4466,1	80030,7	ML, CI, BE	+ 59,3 %	Produits pétroliers	13329,1	250394,6	CI	+ 46,3 %
Produits pétroliers	4008,3	81997,2	ML, CI	- 24,5 %	Huile de palme raffinée	4234,9	26739,9	CI, ML	+ 14,5 %
Sel alimentaire	2077,1	117831,7	CI, ML, BF	+ 5,7 %	Bois et produits dérivés	3983,6	7154,1	CI, ML	+ 1,5 %
Cahiers et autres articles scolaires en papier	1202,4	2722,7	ML, BF, BE	+ 190,2 %	Préparations alimentaires	3864,9	1678,4	CI	+ 15,2 %
Poisson de mer frais	780,7	4668,3	CI, ML	- 21,0 %	Matériaux en fer ou acier (tôles, barres, tubes)	2131,4	9233,7	CI	+ 44,3 %
Tissus en coton	655,2	303,5	ML, CI, BF, NI	+ 61,22 %	Fruits comestibles	1192,4	9359,6	CI, ML	- 46,4 %
Matières plastiques	640,8	1266,5	ML, MR, BE, CI	+ 271,1 %	Matières plastiques	812,8	880,4	CI	+ 41,0 %
Produits pharmaceutiques	607,4	145,8	CI, ML, NI, BF	+ 36,2 %					

Source: Centre régional d'information et de documentation commerciale (CRIC-CEAO), Bulletin d'information NO 31 - Janvier - Février 1995.

1/ Pays clients: Bénin (BE), Burkina Faso (BF), Côte d'Ivoire (CI), Mali (ML), Mauritanie (MR), Niger (NI).

2/ Pays fournisseurs: Côte d'Ivoire, Mali.

Tableau 9.

Projections tendanciennes de la consommation et de la production des principales cultures en Afrique subsaharienne jusqu'à l'an 2000 (en millions de tonnes)

Groupe de pays	Consommation 1	Production 2	Excédent/déficit
Afrique Subsaharienne	161,3	110,4	-50,9
Afrique de l'Ouest	76,0	42,0	-34,1
Afrique centrale	24,4	19,2	-5,3
Afrique Est/australe	60,8	49,2	-11,5

Source: Division de l'Agriculture du Secrétariat de la CEA.

II. REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. **CEA (1995), Rapport sur la situation économique et sociale en Afrique.**
2. **IMF (1994), Direction of Trade Statistics.**
3. **CEDEAO (1993), Réalisations, défis et perspectives, Secrétariat exécutif de la CEDEAO, Lagos, Nigéria.**
4. **UEMOA (1994), Traité de l'Union économique et monétaire Ouest-africaine.**
5. **CEAO, Traité instituant la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest et protocoles annexes (mise à jour - juillet 1991).**
6. **Direction générale de la promotion économique, Ministère de l'industrie, du commerce et des mines du Burkina Faso, Note sur l'environnement macro-économique, judiciaire et réglementaire de l'investissement (du 8 novembre 1994), Ouagadougou, Burkina Faso .**
7. **Chambre de commerce et d'industrie de la Côte d'Ivoire, Note trimestrielle de conjoncture no. 3 (de septembre 1994), Abidjan, Côte d'Ivoire.**
8. **Direction de la conjoncture et de la prévision économique, Ministère chargé de l'économie, des finances et du plan, Rapport sur la situation économique et financière de la Côte d'Ivoire (1995).**
9. **Ministry of Trade and Industry, "Review of the Tariff regime during the First Half of the Year 1994", Accra, Ghana.**
10. **Côte d'Ivoire 1994, in Marchés tropicaux et méditerranéens No. 2538, 1er Juillet 1994.**